

Décembre 2019

# Haïti, le combat que nous oublions

*Mots-clés : Actions citoyennes – Bonne gouvernance – Droits humains – Démocratie – Paix – Sécurité – Défense – Société civile – Union européenne*

**Haïti fait face à une crise politico-économique inédite ; les morts s'accroissent sans que la communauté internationale ne réagisse. Comment en est-on arrivé là, et quelles sont les revendications de la population haïtienne ?**

## Silence radio sur les émeutes haïtiennes

L'actualité se déroule à une vitesse toujours plus impressionnante. Les débats sont vifs et les polémiques s'enchaînent, sans que nous ayons toujours le temps d'en digérer une avant la suivante. Si quelques-uns y voient le symbole d'une vivacité démocratique, certains événements sont pourtant totalement absents de l'actualité. C'est le cas de l'ébullition populaire qui se déroule actuellement en Haïti. Ce silence serait-il symptomatique d'un désintérêt lié à la distance géographique ? D'une moindre responsabilité historique de la Belgique ? D'une moindre importance économique ? Quoi qu'il en soit, les conséquences sont bien réelles pour la population haïtienne.

Haïti, la « perle des Antilles » est encore marquée par les stigmates du tremblement de terre de 2010, [qui avait fait plus de 200.000 victimes à l'époque](#). Alors que les réactions internationales avaient été importantes dans l'immédiateté de la catastrophe (agences humanitaires sur place, dons financiers importants, etc.), elle n'a cessé de décroître depuis. Les violences qui agitent le pays aujourd'hui ne semblent plus susciter d'attention à l'échelle mondiale, alors que la société civile haïtienne tente d'alerter de façon continue la communauté internationale. À titre d'exemple, Justice et Paix Haïti recense [une augmentation exponentielle du nombre de personnes tuées dans les rues de Port-au-Prince](#), sans constater un intérêt grandissant des chancelleries étrangères pour leurs nombreux rapports.

Dans la capitale, les pneus brûlent, des barrages routiers sont érigés par des manifestant·e·s ou des gangs armés, la population fait face aux rackets, aux enlèvements, aux violences physiques de manière quotidienne. Les revendications sont parfois convergentes, les modes d'action différents. Ce mouvement insurrectionnel a débuté au début de l'année 2019, à travers un appel de l'opposition politique à mener une stratégie du « peyi lock », une

stratégie de blocage du pays. Celle-ci vise à manifester le mécontentement populaire à travers l'immobilisation de toutes les activités sociales et économiques. Cette tactique a pu se décliner de façon pacifique et regrouper des acteurs très divers, mais s'est régulièrement transformée en [exactions et en affrontements armés](#). Les services publics, les hôpitaux, les écoles, les entreprises... sont immobilisés ou tournent au ralenti depuis septembre 2019, lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes la cible directe des attaques et des incendies. Les quelque 2 millions d'élèves n'ont quant à eux [plus accès aux cours depuis la rentrée scolaire](#). Les commerces sont sur le qui-vive sécuritaire et certaines entreprises ferment préventivement. Alors que la production nationale était déjà faible, les besoins se font toujours plus ressentir. Les pénuries sont nombreuses : eau, nourriture, électricité, médicaments, etc.

## Le déclencheur : une pénurie pétrolière...

Au-delà de cet embrasement de violence récent et des dégâts importants pour le pays, c'est le système haïtien tout entier qui est en porte-à-faux. La révolte populaire à laquelle nous assistons est le résultat d'une longue retenue de la population face à un État qu'elle juge injuste et inégal. L'étincelle qui a finalement mis le feu aux poudres, [c'est l'explosion du prix du carburant](#), liée en partie à la crise vénézuélienne. Le gouvernement haïtien subsidiait le pétrole jusqu'il y a peu, mais la diminution des livraisons de pétrole vénézuélien à un prix préférentiel a placé le gouvernement en défaut de paiement. Les stocks nationaux se sont rapidement évanouis, et les prix sur le marché se sont envolés.

Sur les quelque 12 millions d'habitants que compte le pays, plus de 60% vivent sous le seuil de pauvreté, [avec moins de deux dollars par jour](#). La crise pétrolière a ainsi eu des conséquences majeures sur les transports et l'électricité, ainsi que sur la consommation des ménages. Elle a entraîné une inflation record sur les biens de consommation

courante, autant sur les quelques produits nationaux que sur les produits importés. Le pays est en effet extrêmement dépendant des importations étrangères, particulièrement depuis le séisme de 2010, et n'a cessé de creuser son déficit budgétaire au fil des ans. Cette situation réduit aujourd'hui de façon drastique l'accès à l'alimentation des personnes les plus vulnérables, alors que le pays comptait déjà 2,6 millions d'habitants en situation d'insécurité alimentaire avant la crise.

## ...Autant qu'une faillite démocratique

A cette crise socio-économique profonde s'ajoute une crise politique majeure. Enchaînant deux Présidences controversées, le pays fait aujourd'hui face à Jovenel Moïse, un homme d'État devenu autoritaire et décrédibilisé par l'opinion publique. La population réclame sa démission depuis le début des manifestations, alors que celui-ci ne semble pas enclin à accepter une transition démocratique. Le pays fonctionne aujourd'hui par décrets présidentiels, sans gouvernement effectif ni budget approuvé par le parlement.

Si la population critiquait déjà l'instabilité politique et la corruption, un autre scandale, lié au pétrole, a fini d'achever la réputation du Président en 2019. Un audit de la Cour des comptes haïtienne a révélé au grand jour le plus grand détournement de fonds publics de l'histoire haïtienne. Plusieurs gouvernements haïtiens successifs sont impliqués dans l'accaparement de fonds, à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars, destinés initialement à des projets de développement pour le pays.

Alors que de nombreux secteurs (santé, éducation, sécurité, agriculture...) ont un besoin criant d'investissements, d'infrastructures et de matériel ; alors que le pays fait face à une crise sociale et humanitaire depuis de nombreuses années... cette nouvelle révélation a souligné toute la faillite du système politique haïtien, gangréné par une corruption généralisée.

A la lumière de ce contexte, l'année 2020 sera charnière car elle commémorera le 10e anniversaire du tremblement de terre. La population haïtienne sera d'autant plus désireuse de faire le bilan de

toutes ces années d'appui de pays étrangers, en termes humains et financiers. Certain·e·s exigent d'ores et déjà une reddition de comptes quant aux milliards qui ont été fournis par l'aide internationale, supposés aider les plus démunis et prévenir de nouvelles catastrophes.

## Une mobilisation citoyenne qui redonne espoir

Les scènes de violence sont impressionnantes dans le pays et ne semblent pas augurer un apaisement des tensions. Pourtant, malgré les bouleversements successifs, certain·e·s haïtien·ne·s ont décidé de poursuivre la lutte démocratique de façon pacifique. La population est à la croisée des chemins et risque aujourd'hui de basculer dans l'explosion de violence vis-à-vis du système politique vicieux et destructeur – au risque de générer des conséquences dramatiques pour les personnes les plus vulnérables.

Aux pillages et à la violence comme modes d'action, d'autres acteurs de la société civile choisissent le plaidoyer démocratique et cherchent des pistes d'actions concrètes et pacifiques, afin de bâtir un nouvel appareil politico-administratif. Avec ces révélations successives et cette nouvelle prise de conscience, ces citoyen·ne·s cherchent ainsi à transformer le mécontentement et la colère en forces d'initiatives nouvelles. Au-delà de la corruption, de l'incompétence politique et de la cupidité de l'élite économique, la population revendique aujourd'hui une nouvelle redevabilité et une nouvelle transparence de l'État haïtien.

## Quel rôle pour l'Union européenne... et la Belgique ?

Il faut demeurer prudent quant à la lecture interventionniste que pourrait susciter cette succession d'événements. Beaucoup d'haïtien·ne·s considèrent en effet que la communauté internationale (à la fois les pays occidentaux et les institutions internationales) détient une responsabilité non négligeable dans le maintien du Président actuel, ainsi que dans le maintien du système politico-économique qui a mené à la crise.

C'est peut-être cette prudence qui a d'ailleurs amené les acteurs internationaux à rester très discrets quant aux agissements de l'État et sa (non) gestion de la crise actuelle. Haïti demeure le [fruit d'une histoire de colonialisme et d'interventions étrangères...](#)

Pourtant, le silence est [jugé coupable par la société civile haïtienne](#). Toute absence de positionnement réel reflète à ses yeux une complicité tacite, un soutien à l'égard du pouvoir en place. Au-delà d'une communication sobre « d'appel à un dialogue entre toutes les parties », il semble donc primordial que nos responsables politiques belges et européens exigent, par souci de cohérence, le respect des droits humains et démocratiques en Haïti.

Quant à nous, citoyen-ne-s belges et européen.ne.s, nous pouvons faire différents pas vers une réelle solidarité internationale. Nous devons d'ores et déjà exiger de poursuivre le débat, et décortiquer la situation politico-sécuritaire – qui demeure complexe. Sans tomber dans les lectures simplistes et séduisantes, nous devons porter cette question médiatiquement et politiquement. Afin de relayer la voix de ceux et celles qui maintiennent une ferveur populaire et démocratique en Haïti, nous devons prendre nos responsabilités. Que ce soit pour Haïti, ou d'autres régions du monde d'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'attendre les débâcles politiques ou les

catastrophes environnementales pour agir, dès maintenant, sur les causes structurelles qui amènent à ces crises.

Auteur :  
Timur Uluç